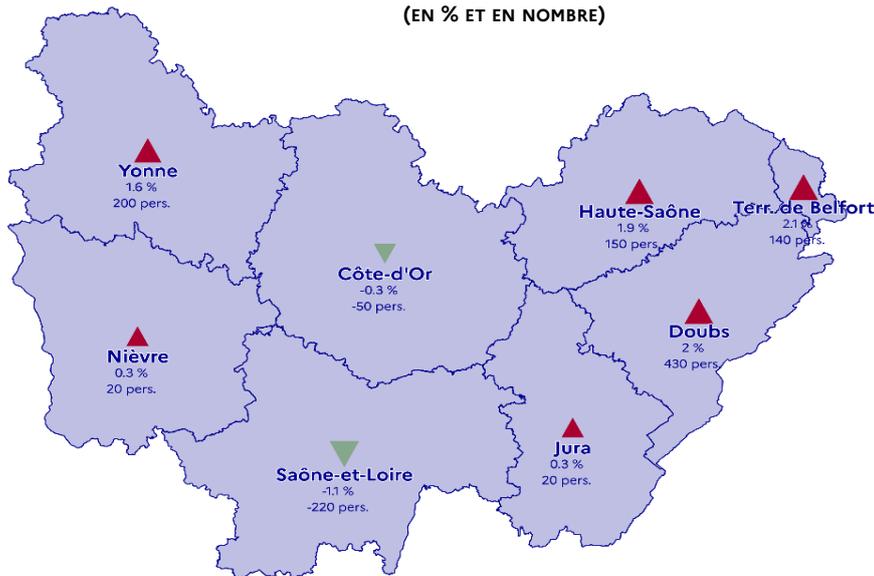


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,1 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2023

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **6 860** (+ 2,1 % sur un trim.)
Cat. B, C : **4 600** (- 2,5 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **11 470** (+ 0,3 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

8,6 % au 4^{ème} trimestre 2023
- 0,1 pt par rapport au 3^{ème} Trim. 2023
(France métropolitaine : 7,3 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

49 880 au 4^{ème} trimestre 2023
+ 0,4 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2023

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 520 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2023
+ 3,2 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2023

Au quatrième trimestre 2023

L'emploi salarié (privé et public) augmente dans le Territoire de Belfort, soit 190 emplois supplémentaires par rapport au 3^e trimestre 2023. Hors intérim, le secteur des services non marchands conserve sa dynamique (+1,1 %). L'industrie et le commerce parviennent à créer quelques postes permanents (respectivement +0,6 % et +0,1 %). L'emploi se maintient dans les services marchands grâce aux créations d'emplois enregistrées dans les activités de transports-entrepôt. La construction, quant à elle, peine à stabiliser ses effectifs (-0,5 %). Sur un an, l'emploi salarié diminue légèrement alors qu'il reste globalement stable au niveau régional. La demande en intérim repart, notamment dans les services et la construction. Le dispositif d'activité partielle est moins mobilisé qu'au cours du 3^e trimestre. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (4 150) continue de diminuer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-3,5 %), une baisse annuelle comparable à celle enregistrée à l'échelle régionale.

Au premier trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle reste stable comparativement au volume autorisé au cours du 4^e trimestre 2023. Sur les douze derniers mois, le nombre d'ouvertures de procédures collectives tend à augmenter. Sur le marché du travail, la hausse de la demande d'emploi de catégorie A s'accélère. À l'inverse, le nombre d'inscrits à France Travail exerçant une activité réduite diminue rapidement (catégories BC). La dégradation de la situation du marché du travail touche les jeunes de moins de 25 ans (+4,1 %) et les inscrits de 25 à 49 ans (+3,1 %). Par ailleurs, la demande d'emploi des seniors reste stable sur le trimestre.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

1^{er} Trimestre 2024

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Territoire de Belfort :

Données CVS-CJO

	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A	6 860	+2,1	+4,3
Catégories B, C	4 600	-2,5	-5,3
Catégories A, B, C	11 470	+0,3	+0,2

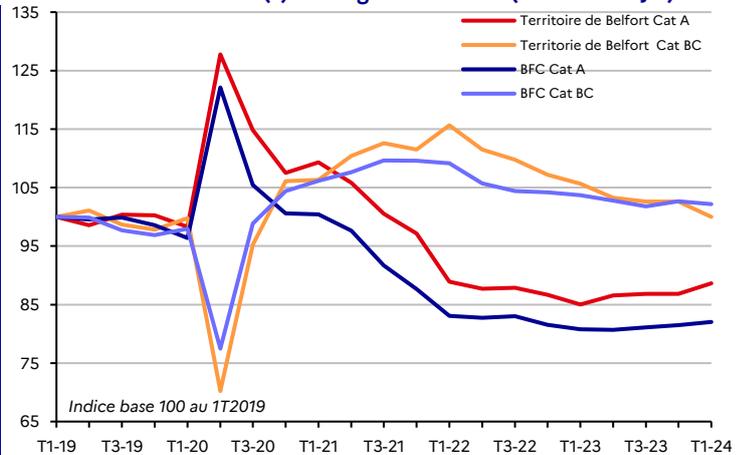
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A	101 220	+0,7	+1,6
Catégories B, C	94 870	-0,5	-1,5
Catégories A, B, C	196 080	+0,1	+0,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	3 600	+2,0	+4,3	+1,2	+3,0
< 25 ans	550	+3,8	+1,9	+1,8	+5,5
25 - 49 ans	2 090	+3,0	+7,2	+1,2	+3,7
50 ans et plus	960	-1,0	-1,0	+0,9	+0,3
Femmes	3 260	+2,2	+4,2	+0,1	0,0
< 25 ans	460	+4,5	+2,2	+0,1	+3,8
25 - 49 ans	1 920	+3,2	+6,7	+0,1	+0,5
50 ans et plus	880	0,0	-1,1	+0,1	-2,8
Total	6 860	+2,1	+4,3	+0,7	+1,6
< 25 ans	1 010	+4,1	+3,1	+1,0	+4,7
25 - 49 ans	4 010	+3,1	+6,9	+0,7	+2,2
50 ans et plus	1 850	0,0	0,0	+0,5	-1,2

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	5 830	+0,3	+0,3	+0,6	+1,3
< 25 ans	870	+3,6	+1,2	+0,3	+2,7
25 - 49 ans	3 520	+0,6	+0,9	+0,7	+1,3
50 ans et plus	1 450	-0,7	-1,4	+0,5	+0,7
Femmes	5 630	0,0	0,0	-0,3	-1,1
< 25 ans	710	-1,4	-5,3	-0,2	+1,1
25 - 49 ans	3 340	+0,9	+1,8	-0,4	-1,5
50 ans et plus	1 590	-1,2	-0,6	-0,2	-1,4
Total	11 470	+0,3	+0,2	+0,1	+0,1
< 25 ans	1 570	+0,6	-1,9	0,0	+1,9
25 - 49 ans	6 860	+0,7	+1,3	+0,1	-0,1
50 ans et plus	3 040	-1,0	-1,0	+0,2	-0,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T1 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	6 620	+2,6	+6,9	+0,1	+1,8
DELD :					
1 à 2 ans	2 070	-2,8	-2,8	+1,6	+5,4
2 à 3 ans	940	-2,1	-12,1	+0,6	-5,3
3 ans et plus	1 830	-4,2	-10,7	-1,8	-8,3
Total DELD	4 850	-2,8	-7,6	+0,2	-2,0
Part des DELD	42,3%	-1,3 pt	-3,6 pt	0,0 pt	-1,0 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T4 2023	Moyenne annuelle 2023	
		2023	2022
Assurance chômage	4 830	4 820	4 790
Solidarité - Etat	600	600	720
Autres	120	120	110
Total DE indemnisés	5 550	5 540	5 620
Formation	350	330	370
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	44,9%		
BFC	48,0%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T1 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	157	-2	-1,3	-64	-2,1
Fin de mission d'intérim	95	-3	-3,1	-32	-2,0
Démission	50	+5	+10,3	+28	+2,4
Rupture conventionnelle	65	-2	-2,5	+4	+0,3
Licenc. économique	37	+18	+89,8	+157	+57,5
Autre licenciement	70	-7	-9,1	-72	-5,5
Première entrée ⁽¹⁾	46	-20	-30,5	-80	-10,3
Retour d'inactivité ⁽²⁾	204	-27	-11,8	-187	-5,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	251	+13	+5,6	+26	+0,7
Autre motif ⁽⁴⁾	107	+25	+30,4	-13	-0,9
Motif indéterminé	116	+17	+17,2	+41	+2,5
Total	1 197	+17	+1,4	-192	-1,0

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T1 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	170	-26	-13,4	-188	-5,9
Entrée en stage ou formation	127	-4	-3,3	-361	-15,4
Arrêt de recherche**	101	-5	-5,0	-89	-4,2
dont maladie	63	-1	-1,0	-45	-3,5
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	531	-44	-7,7	-1	0,0
Radiation administrative	140	+5	+4,0	+140	+6,9
Autre cas ⁽²⁾	122	+19	+18,4	+105	+6,7
Total	1 191	-56	-4,5	-394	-1,9

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

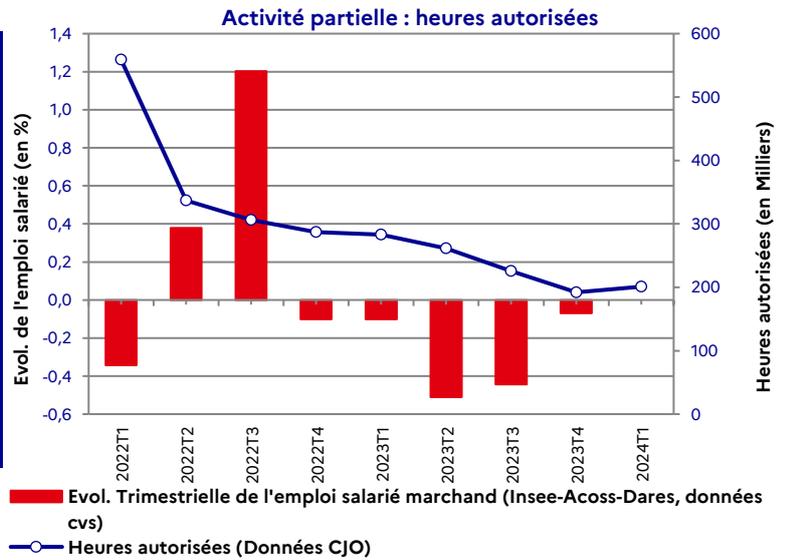
Activité partielle

Données CJO*		Territoire de Belfort	
Heures autorisées		T4 2023	T1 2024
Nombre de demandes en cours		37	42
Volume d'heures autorisées		192 079	200 844
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	149 437	143 681
	Construction	1 484	12 114
	Commerce	101	0
	Services	41 057	45 049
Établissements autorisés		37	38
dont :	étabs de 50 sal. et plus	16	15
Nombre de salariés concernés**		1 996	2 005
Total heures autorisées 12 mois glissés		961 823	879 792

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



		Territoire de Belfort	
Heures consommées		T3 2023	T4 2023
Nombre d'heures consommées*		22 611	19 114
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	13 535	9 780
	Construction	0	210
	Commerce	413	100
	Services	8 663	9 024
États ayant consommé des heures		14	13
dont :	états de 50 sal. et plus	6	5
Nombre de salariés concernés**		276	185
Total heures consommées 12 mois glissés		162 537	134 385

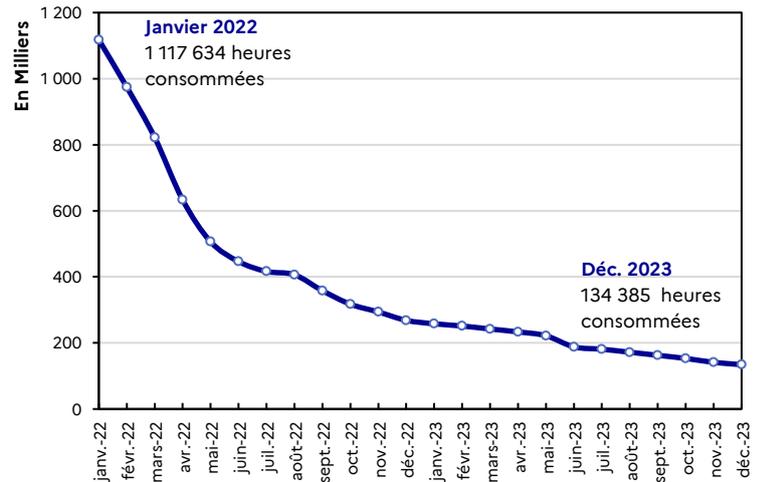
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Créations d'entreprises		T1 2024	Evol./T1 2023
		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		443	+6,2
dont :	Entreprises individuelles	58	+23,4
	Micro-entrepreneurs	303	+3,8
	Sociétés	82	+5,1
Cumul sur 12 mois glissés		1 535	+5,9
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		140	+12,0
Cumul sur 12 mois glissés		458	-3,8

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Territoire de Belfort	
Ouvertures de procédures		T1 2024	Evol./T1 2023
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		20	-25,9
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	10	+66,7
	Liquidations judiciaires directes	10	-52,4
Nombre d'emplois menacés		33	+13,8
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	12	n.s.
	Construction	5	-64,3
	Commerce	s	s
	Services	12	+50,0
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		115	+59,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Territoire de Belfort 4 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	100	0	+3,2	0	+4,0	100	0	+0,7	0	+4,6
Industrie	7 490	+50	+0,6	+50	+0,7	8 220	+20	+0,2	-20	-0,2
Industrie agro-alimentaire	530	-20	-2,9	-20	-3,7	540	-40	-7,1	-20	-3,9
Industries extractives, énergie, eau, déchets	280	+10	+3,1	+10	+2,5	300	+10	+3,3	+10	+2,4
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 490	-20	-0,6	-40	-1,4	2 600	-30	-1,1	-100	-3,9
Matériels de transport	1 130	-10	-0,6	+30	+2,8	1 320	0	-0,2	+140	+12,2
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	3 060	+80	+2,6	+70	+2,5	3 460	+80	+2,4	-40	-1,2
Construction	2 150	-10	-0,5	-70	-3,0	2 280	0	-0,1	-70	-3,0
Commerce ; réparation auto.	5 570	+10	+0,1	-10	-0,3	5 670	-10	-0,1	-20	-0,3
Services marchands	12 400	-10	-0,1	-110	-0,9	12 800	-40	-0,3	-230	-1,8
Transports et entreposage	1 870	+90	+5,0	+100	+5,6	2 010	+90	+4,6	+30	+1,6
Hébergement et restauration	1 530	-30	-2,2	-50	-3,3	1 540	-30	-1,9	-50	-3,1
Information et communication	830	+10	+1,0	0	-0,4	830	+10	+1,1	0	-0,5
Services financiers	770	0	-0,3	-40	-5,0	770	-10	-1,0	-50	-6,0
Services immobiliers	470	0	+0,2	0	-0,2	480	0	+1,0	0	+0,7
Services aux entreprises	5 330	-40	-0,8	-100	-1,9	5 540	-60	-1,1	-160	-2,8
Services aux ménages	1 600	-30	-1,7	-10	-0,5	1 620	-50	-2,8	0	-0,2
Services non marchands	20 780	+220	+1,1	+220	+1,1	20 800	+230	+1,1	+220	+1,1
Ensemble	48 470	+260	+0,5	+90	+0,2	49 880	+190	+0,4	-110	-0,2

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

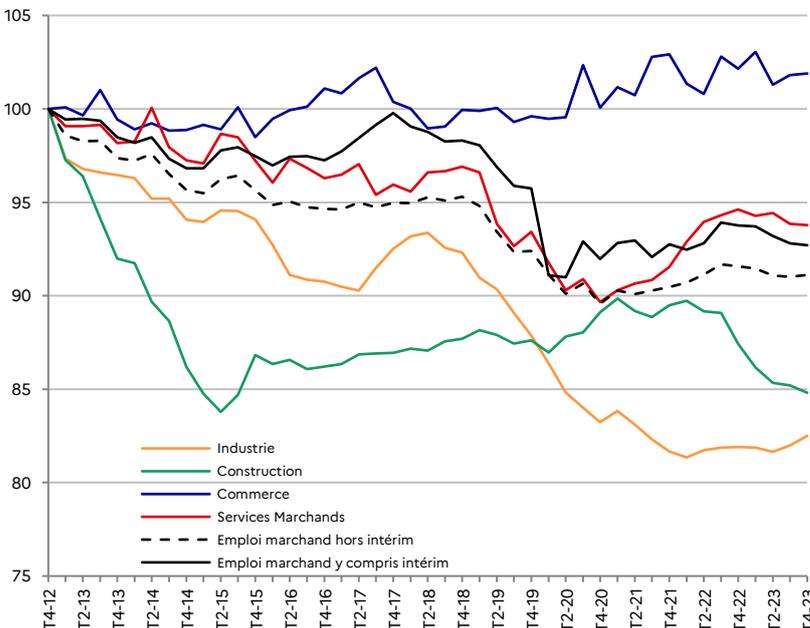
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

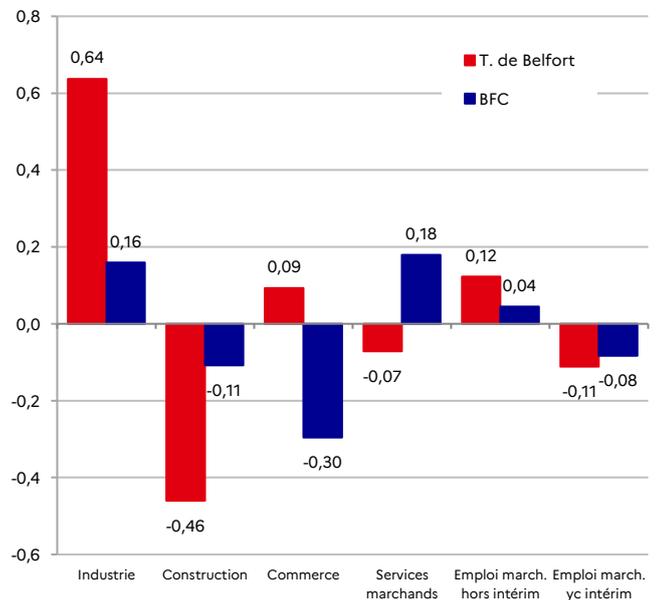
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trim. 2023, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort 4 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	1,0	+1,0	s	s	s	9,8	+8,8
Industrie	830	-0,9	-7,2	9,9	-0,7	820	-4,7	-9,9	3,3	+0,5
Construction	150	+5,2	-5,8	6,6	-0,2	150	+7,1	-6,3	3,1	-0,3
Commerce	80	-2,1	+3,0	1,5	+0,1	100	+11,1	+11,1	1,4	0,0
Services	460	+12,5	-11,6	3,6	-0,4	460	0,0	-16,4	1,9	+0,2
Ensemble	1 520	+3,2	-7,9	5,2	-0,4	1 520	-1,9	-11,1	2,6	+0,3

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

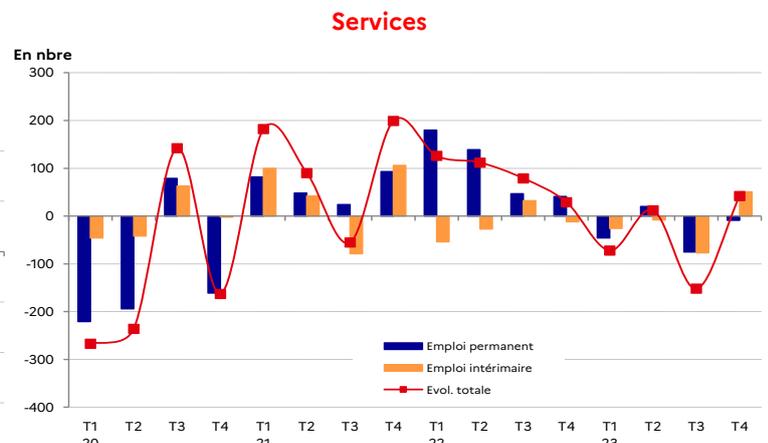
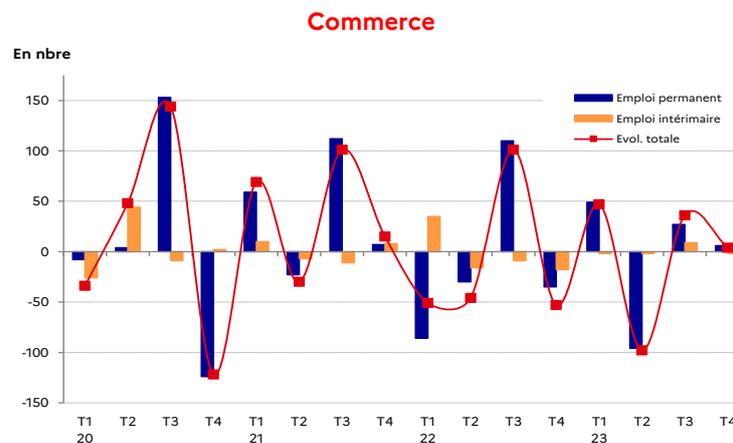
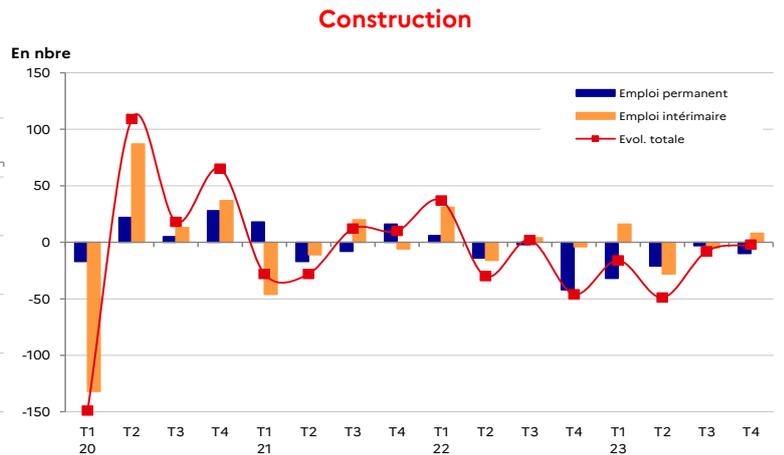
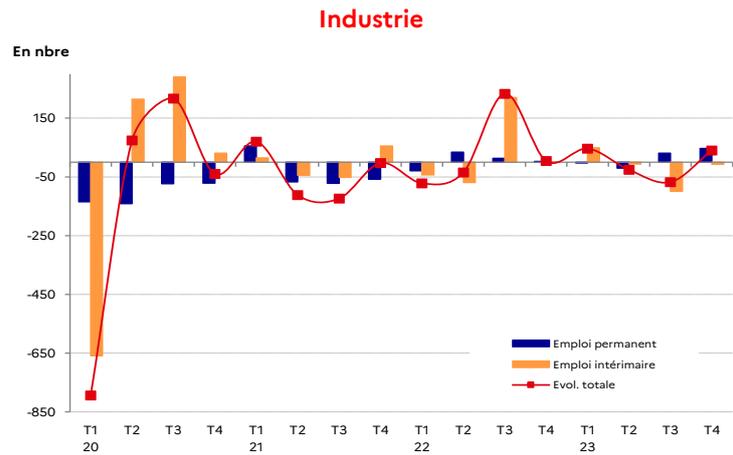
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4^{ème} trimestre 2023						
Embauches		310	168	775	5 647	6 900
Répartition en %		4,5	2,4	11,2	81,8	100,0
dont en % :						
	CDD	49,0	50,0	71,0	85,2	81,1
	< 25 ans	33,5	32,1	46,7	25,2	28,2
	25 - 49 ans	47,7	54,2	40,4	49,1	48,2
	50 - 54 ans	5,5	6,5	5,9	10,6	9,8
	55 ans ou plus	13,2	7,1	7,0	15,1	13,9
	Femmes	34,5	11,3	57,9	63,0	59,9
Sorties		445	243	845	6 014	7 547
Répartition en %		6,4	3,5	12,2	87,2	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	23,8	36,2	57,5	80,4	73,1
	dont CDD < 1 mois	30,2	22,7	61,7	84,7	80,6
	Demissions	27,4	22,6	16,3	6,9	9,7
	Licenciements économiques	7,9	4,9	0,9	1,1	1,6
	Licenc. non économiques	9,2	13,6	8,5	3,1	4,4
	Retraite	5,4	2,5	3,1	1,1	1,6
	Ruptures Conventionnelles	5,4	9,9	3,8	1,9	2,6
	< 25 ans	21,1	24,3	39,8	23,3	25,1
	25 - 49 ans	43,1	55,1	40,9	49,0	47,9
	50 - 54 ans	9,0	9,1	5,6	10,8	10,0
	55 ans ou plus	26,7	11,5	13,7	16,9	17,0
	Femmes	32,1	9,1	58,0	63,1	58,9

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

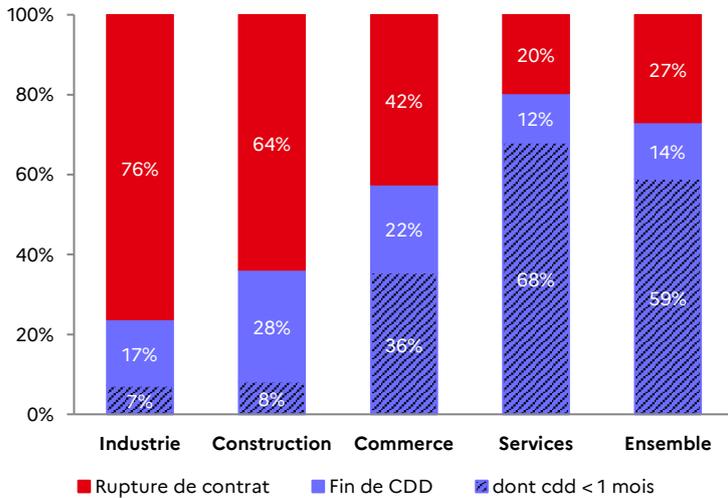
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

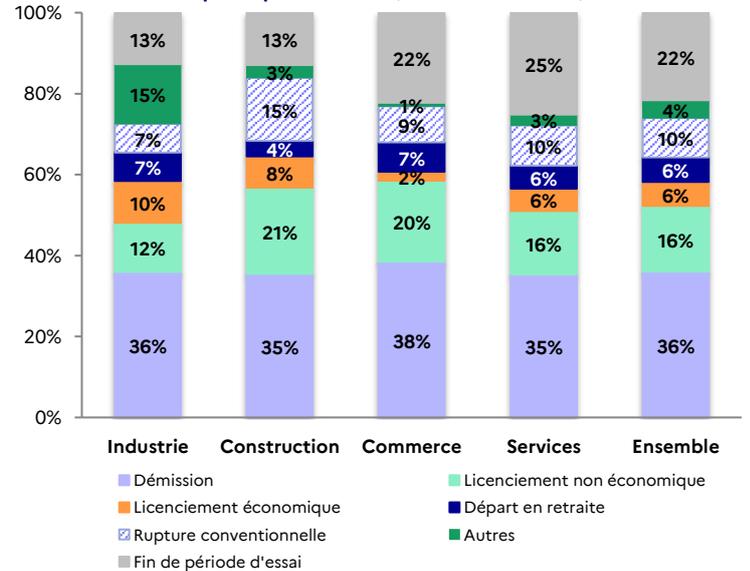
Lecture : Au 4^{ème} trimestre 2023 parmi les embauches dans l'industrie 49 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 7,9 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1,6 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 36 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 36 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4^{ème} trimestre 2023							
Actifs en emploi (en %)		10,3	59,9	14,1	15,6	50,1	30,3
Embauches		1 943	3 327	673	957	4 134	1 198
dont en % :							
	CDD	78,4	78,9	88,0	89,4	85,0	83,6
Sorties		1 891	3 616	758	1 282	4 447	1 169
dont en % :							
	Fins de CDD	72,7	72,5	79,0	71,9	78,5	79,2
	dont CDD < 1 mois	75,8	82,0	86,0	80,3	83,1	82,2
	Demissions	8,9	12,2	7,4	5,2	8,1	7,5
	Licenciements économiques	0,1	1,7	2,6	3,0	1,4	0,1
	Licenc. non économiques	6,5	3,7	3,3	4,1	3,5	4,9
	Retraite	0,0	0,0	0,0	9,6	1,3	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,5	3,5	2,2	1,8	2,2	1,4

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 89,4 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2020, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

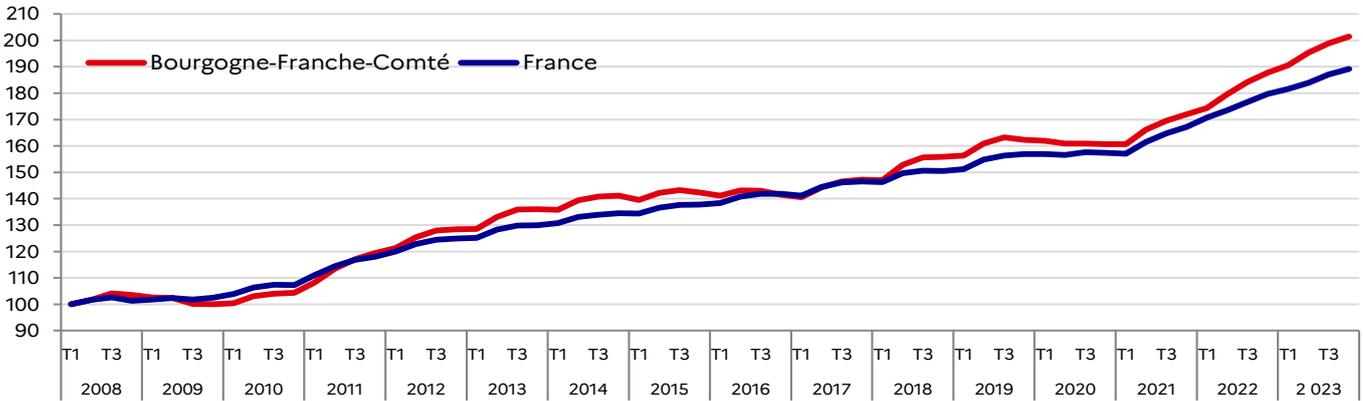
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2023	Actifs occupés RP 2020	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	249 510	222 550	22,3	+0,4	+2 000	+0,9	236	0,5	+4,9	+43	+22,3
Doubs	253 357	201 320	20,2	+0,3	+1 170	+0,6	33 625	70,8	+1,3	+2 083	+6,6
Jura	116 657	87 940	8,8	-0,0	+230	+0,3	7 876	16,6	+1,1	+559	+7,6
Nièvre	80 740	64 480	6,5	-0,4	-10	-0,0	21	0,0	+10,5	+6	+40,0
Haute-Saône	104 863	69 430	7,0	+0,0	-520	-0,7	756	1,6	+2,9	+91	+13,7
Saône-et-Loire	238 970	191 680	19,2	-0,2	-1 000	-0,5	233	0,5	-1,3	+25	+12,0
Yonne	145 687	109 800	11,0	-0,1	-480	-0,4	30	0,1	+15,4	+4	+15,4
Territoire de Belfort	64 451	49 880	5,0	+0,4	-110	-0,2	4 699	9,9	+1,4	+387	+9,0
BFC	1 254 237	997 090	100,0	+0,1	+1 280	+0,1	47 476	100,0	+1,3	+3 198	+7,2

Sources : INSEE - RP 2020; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

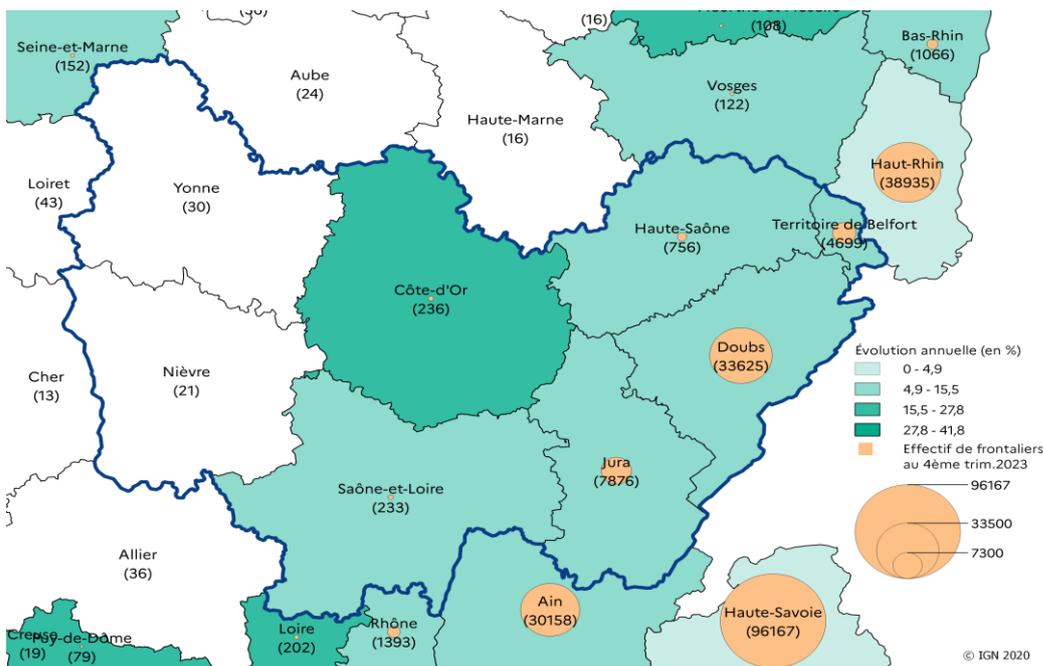
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résident en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 6,6 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 625 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T1	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 23	cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	25	25	-51,9	-45,2
jeunes	s	s	-76,9	-44,8
seniors	5	5	-77,3	-43,5
bénéficiaires RSA	19	19	+58,3	-8,4
DELD	8	8	-69,2	-46,6
TH	s	s	-70,0	-36,8
résidents QPV	s	s	-50,0	-16,2
résidents ZRR	s	s	nd	-57,8
éducation nationale	s	s	-50,0	-58,8
CIE Jeunes	7	7	-70,8	-59,0
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	199	199	-9,5	+16,6
dt résidents QPV	54	54	+8,0	+40,8
CEJ*	180	180	+47,5	+10,4
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	16	16	+45,5	-20,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2023)				
- secteur public	20	72	+20,0	+14,7
- secteur privé	226	1 345	-1,5	+2,3

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 13

s : secret statistique ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T3	Cumul	Var.(%)/ cumul 2022
	2023	2023	
Côte d'Or	327	1 138	-7,0
Doubs	416	1 312	-8,1
Jura	232	801	-16,0
Nièvre	209	652	+5,3
Haute-Saône	151	487	-13,3
Saône-et-Loire	357	1 262	-11,8
Yonne	451	1 230	-1,5
Territoire de Belfort	121	358	-19,7
BFC	2 264	7 240	-8,5

Sources des tableaux :

Entrées :

- PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP
- CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP
- PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP
- Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)
- IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

- PEC : DARES
- PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T1	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	99	-25,8	-13,5
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	701	-33,6	-15,1
CEJ*	266	+57,9	+6,2
IAE (au 3T 2023)	417	-12,8	-3,2

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

- ✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

- ✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2023 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 3T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 577	-3,6	38 367	-1,0	8 980	+3,5	1 427	-10,3
Doubs	12 350	-1,4	33 477	-1,3	10 557	+1,6	1 533	-15,3
Jura	3 413	-4,0	15 763	-2,8	5 577	+4,2	587	-16,6
Nièvre	5 680	-0,8	14 033	-1,3	6 483	+1,8	710	-10,9
Haute-Saône	3 923	-3,0	15 233	-3,1	5 790	+4,1	890	-10,7
Saône-et-Loire	9 693	-5,7	37 113	-2,4	12 553	+4,1	1 773	-15,0
Yonne	8 663	-2,2	23 280	-3,1	7 887	+1,4	1 123	-10,4
Territoire de Belfort	4 153	-3,5	9 727	-2,0	2 603	+6,5	623	-10,1
BFC	57 453	-3,0	186 993	-2,0	60 430	+3,1	8 667	-12,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

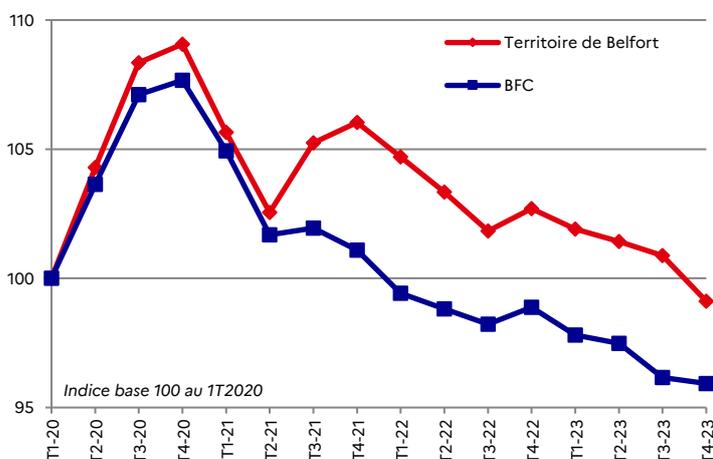
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

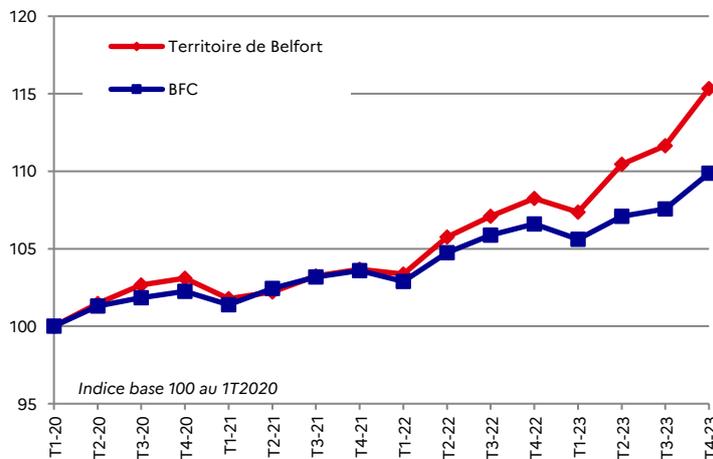
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

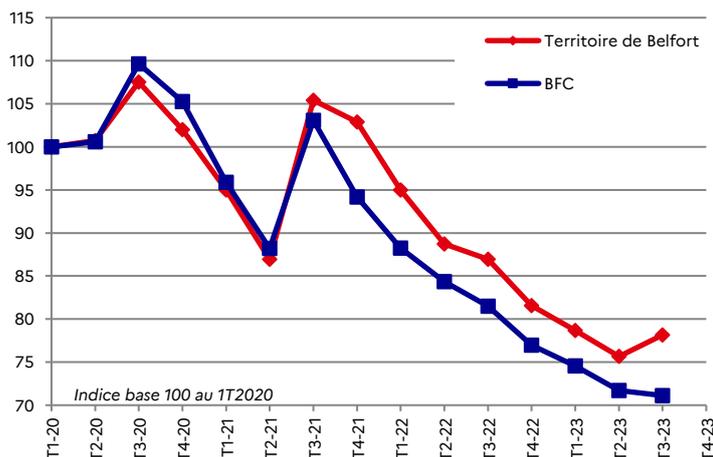
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

